

JEAN-MICHEL SEVERINO

Gérant de Investisseurs et Partenaires

Bonjour à tous. En fait, tout ceci tombe très bien parce que mes propos vont rentrer beaucoup en résonance avec ceux des précédents orateurs, ce qui est normal, et en particulier ceux du Premier ministre Kodjo. J'ai envie de partir du même point que lui et du même constat que j'ai fait en regardant le titre de notre session.

Je me suis dit que décidément l'Afrique demeure un OGNI, un objet géopolitique non identifié. Quand on voit les regards sur le continent africain, on est frappé par le fait que personne ne sait encore très bien comment prendre ce continent. Le secteur privé, les économistes, se disent : « *Peut-être que c'est le bon moment, on va s'y précipiter. Il y a un essor des flux de private equity et des investissements directs étrangers.* » Certains espèrent beaucoup ou pensent que ce sera la ruée vers l'or, le nouveau Far West américain, au risque d'avoir de cruelles déceptions dans quelque temps. Ou au contraire certains passent leur chemin et se disent : « *C'est très compliqué, très difficile. Tout ceci ne tiendra pas.* »

Du côté des gouvernements et des acteurs publics, il y a cette espèce de double tentation : d'un côté, se dire que l'Afrique est en train de décoller, et face aux difficultés budgétaires qu'ont tous les grands pays du monde partout que c'est le moment d'arrêter ; d'un autre côté, au contraire, persévérer dans des regards compassionnels et caritatifs sur un continent qui a désespérément envie de faire du *business* et de rentrer sur une relation de partenariat avec le reste du monde.

Dans tous les cas de figure, ce qui rassemble, ce qui est le point commun à toutes ces positions, c'est une certaine méconnaissance ou une difficulté à faire l'analyse de ce qu'il se passe effectivement dans ces économies africaines, sur ces trajectoires politiques africaines. On continue au fond à ne pas regarder et ne pas écouter l'Afrique, tout simplement. Les Africains sont extrêmement lisibles, extrêmement transparents, ce n'est pas très compliqué. Il suffit simplement de regarder et d'écouter.

Au fond, qu'est-ce que nous disent les chiffres et les évolutions ? D'abord, comme le soulignait Lionel depuis le début, non seulement cette économie africaine a démarré sur un sentier de croissance depuis une quinzaine d'années maintenant, mais cette croissance n'est que modérément dépendante des matières premières. Evidemment, il y en a, il y a des Angola, il y a des Gabon, cela existe et cela compte dans les statistiques africaines. Mais ce n'est qu'une partie de la réalité.

Si vous regardez la performance africaine de ces dernières années, elle est aussi beaucoup faite de la performance des pays les moins avancés et des pays les moins dépendants des matières premières. Ce qui tend la croissance vers le bas dans les deux ou trois dernières années, c'est l'Afrique du Nord pour des raisons politiques que l'on connaît bien, et c'est l'Afrique du Sud qui justement est victime de la stabilisation des cours des matières premières et de ses problèmes de structure financière et d'endettement.

Aujourd'hui, c'est vraiment l'Afrique des marchés intérieurs qui fait de plus en plus la croissance africaine. Et elle le fait pour une raison qui n'a rien de mystérieux. L'Afrique est rentrée dans la même fenêtre de dividende démographique que les économies asiatiques ont connue, par exemple à partir des années 60, cette phase où chaque année la proportion des actifs par rapport aux inactifs est supérieure par rapport à l'année précédente.

Concrètement les charges publiques et les charges sociales liées à la gestion de la population diminuent chaque année, alors que depuis leur indépendance au début du XXI^e siècle cela était le contraire, nous étions dans une période du fait de la croissance démographique du continent, de fabrication des charges sociétales.

Aujourd'hui, chaque année, il y a moins de jeunes relativement aux classes adultes, malgré les chiffres qu'a donnés Mo Ibrahim et qui sont tout à fait exacts, moins que par rapport au reste de la population qu'autrefois, et il n'y a pas encore beaucoup de vieux du fait de l'ombre portée de la croissance démographique.

Cette fenêtre de dividende démographique, qui pour tous les économistes est associée à un formidable essor de la croissance, va s'ouvrir pour une période unique dans l'histoire de l'humanité pour sans doute plus de 80 ans, plus ou moins, en fonction bien entendu de ce que va être le rythme de la transition démographique. Et de ce point de vue, comme Mo le disait, les Africains ont tout intérêt à espérer une accélération de la transition démographique et de la décline du taux de natalité puisque dans ces circonstances, tout en garantissant un processus de peuplement qui va être extraordinairement porteur, les bénéfices de la transition vont être d'autant plus importants et plus rapides.

Associée à cela, il y a la rapidité de l'urbanisation qui est un phénomène majeur sur le continent africain et qui va propulser le continent parmi les populations les plus urbanisées de la planète. Et l'on sait que partout dans l'histoire économique de l'homme, partout où il s'est passé un phénomène d'urbanisation du type de celui auquel nous assistons en Afrique, il a été accompagné d'une croissance économique extrêmement importante.

Donc d'une certaine manière, et vous me pardonneriez peut-être ce jugement amoral, peu importe la gouvernance, peu importe qu'elle soit bonne, peu importe qu'elle soit mauvaise, l'Afrique va croître parce qu'elle est portée par des phénomènes structurels auxquels les Africains ne peuvent pas échapper. D'une certaine manière, les Africains ne peuvent pas plus échapper à la croissance économique dans les 40 ou les 50 prochaines années, qu'ils ne pouvaient échapper à la récession des 25 ou 30 dernières années qui étaient elles-mêmes gouvernées par des phénomènes macro-économiques et démographiques absolument incontournables.

Il y a une sorte de loi qui s'applique aux sociétés, qui explique en bonne partie un certain nombre des difficultés de l'Europe, mais qui s'applique aussi d'une autre manière à un autre continent qui verra lui-même d'autres difficultés naître à d'autres moments.

Ne sous-estimons pas le fait que l'économie africaine est en train de construire son marché intérieur, que les véritables opportunités sont sur ce marché intérieur, même si le mirage des industries extractives et la facilité que certains peuvent avoir à les traiter depuis Londres, Zurich, Paris ou New York en costume cravate et en voyageant en première classe, fait que ce mirage aveugle une partie du monde du capital international.

A contrario, et là parlons un peu géopolitique et difficultés structurelles pour conclure, cette croissance n'est pas non plus donnée comme un long fleuve tranquille. Il y a un nombre assez important de raisons qui peuvent laisser penser que le continent va vivre ou continuer à vivre une séquence assez chaotique. Il y a des raisons géopolitiques. La volatilité politique du continent est assez vraisemblable parce que les sociétés civiles sont sous une tension extraordinaire du fait de ces processus de croissance démographique, de migrations internes au continent africain, d'urbanisation, et les classes politiques ont énormément de mal à gérer ces situations.

J'aime bien raconter que si l'on appliquait les chiffres moyens qu'a connus la Côte d'Ivoire (mon pays natal) à la France, la France qui avait à peu près 50 millions d'habitants en 1960 aurait aujourd'hui 240 millions d'habitants et serait la patrie de 80 millions d'étrangers. Je ne sais pas si la France connaîtrait une guerre civile ou non, je ne sais pas quel serait l'état de notre gouvernance. Ce dont je suis sûr, c'est que vraisemblablement les choses n'auraient pas été un long fleuve tranquille.

Les sociétés africaines subissent ces stress majeurs et doivent gérer des situations qui sont totalement inédites dans l'histoire de l'humanité. Et fatalement, dans un certain nombre de cas, ces situations dégénèrent en conflictualité. Et il n'y a pas plus moyen de les éviter que de les prédire.

Entre parenthèses, la politique mondiale s'empare de ces situations de stress pour créer des schémas locaux inextricables. Nous sommes en train de vivre dans la région sahélienne un épisode extraordinairement problématique qui à mes yeux, est beaucoup plus important pour l'Europe que ne l'est celui de l'Afghanistan, qui est un sujet lointain, marginal, géré par les Pakistanais. La question sahélienne n'est gérée par personne et elle va, si l'on n'y prend garde, exploser comme une fusée à mèche lente, de manière durable dans les mains des Européens.

Mais il y a aussi d'autres raisons plus structurelles. L'Afrique va connaître un stress environnemental énorme. Ce stress a commencé à mordre sur la croissance africaine. C'est un stress qui est en partie interne au continent, parce que le processus de densification des territoires que nous connaissons en Afrique pose des contraintes majeures sur



toutes les ressources nécessaires à l'activité humaine, que ce soit l'eau, les sols, la biodiversité qui reste extrêmement importante à la vie d'une majeure partie de la population et qui doit le rester. C'est aussi un stress importé, avec la pression additionnelle que le changement climatique va imposer particulièrement dans toute la ceinture intertropicale.

Je voudrais ainsi vous rappeler, et pour ceux qui ne le connaissent pas vous l'apprendre, que si l'on se projette au taux de croissance économique actuel, l'Afrique sera aux environs de 2045 une économie de la taille de la Chine aujourd'hui. Elle abritera à peu près 2 milliards d'habitants. Mais sur ces 2 milliards d'habitants, environ 850 millions vivront avec moins de 1,25 dollar par jour, c'est-à-dire beaucoup plus qu'aujourd'hui. Et par ailleurs, alors que le continent africain comptera à peu près 75 % d'urbains, il y aura plus de personnes vivant dans les campagnes qu'aujourd'hui.

La croissance démographique va créer des tensions gigantesques sur toutes les ressources agricoles et sur les ressources de biodiversité, avec deux types de tensions. D'une part, des problématiques vont se répercuter sur la politique, l'occupation foncière, qui vont peser sur les questions de productivité. Et puis il y aura des questions liées à l'essor de l'agriculture. L'Afrique est perçue comme un *Eldorado* agricole pour les investisseurs étrangers qui veulent faire de l'agriculture d'exportation sur de la céréale par exemple ou sur des denrées alimentaires.

En fait, le véritable sujet africain demeure la capacité pour l'Afrique de persévérer dans la croissance, au-delà de la pente qu'elle a eue depuis les indépendances. Depuis les indépendances la production agricole africaine suit à peu près la croissance démographique et le déficit alimentaire global ne se détériore pas. Le problème est qu'avec la croissance de la population que l'on a devant nous, la productivité agricole va devoir faire un bond très conséquent.

On va devoir rentrer dans une ère de mécanisation générale. On va devoir entrer dans une ère des intrants, avec des problèmes très importants qui sont associés à cela, parce que derrière on ne pourra pas rentrer dans ces ères d'une agriculture intense en capital sans des phénomènes d'appropriation foncière qui sont extrêmement délicats socialement et sont justement la gestion de ces ressources environnementales. Nous avons une deuxième série de problèmes liés à ces mutations environnementales.

Enfin, un dernier mot (et je conclurai là-dessus) qui est cher à Lionel, les structures financières africaines restent extrêmement faibles. Le financement de la croissance demeure un problème, le système bancaire reste faible, même s'il a beaucoup progressé, même si l'on a assisté à une véritable bancarisation, même si l'on a vu s'accroître le nombre des acteurs financiers proprement africains. Il est très difficile de financer l'essor de la petite entreprise qui est la base du tissu africain à travers les institutions financières actuelles. Les bourses restent embryonnaires.

D'une manière générale, le système de financement reste très précaire. Et même s'il a très bien passé la crise financière internationale parce qu'il y a été peu exposé, il pourrait aujourd'hui ou demain, dans ces situations de très grande volatilité à la fois financière et structurelle, connaître des problèmes importants ou en tout cas représenter une contrainte importante pour la croissance.

Je dirai pour conclure qu'au fond, aussi bien le secteur privé que les acteurs publics sont confrontés à un double défi autour de la façon dont ils vont repenser leur positionnement vis-à-vis de l'Afrique, à savoir comment les acteurs privés sauront rentrer sur le continent africain (je parle des acteurs privés étrangers qui sont dans cette salle) rapidement dans une situation où la compétition internationale autour de ce continent s'accroît, mais avec sagesse compte tenu des risques qui sont inhérents à la situation du continent, et comment les acteurs publics vont transformer leur approche du continent, depuis une vision très compassionnelle et caritative du continent vers une approche qui consistera à dire comment faire ou comment aider pour que cette croissance africaine devienne plus rapide, plus durable, plus stable et profitable pour tout le monde. Et il faut tenir compte du fait qu'avec cette combinaison de croissance démographique et économique, il est en train de se créer aux portes de l'Europe notamment, le sous-continent indien avec tous ses potentiels mais aussi ses risques. Merci.